

FRONT SOCIAL

Vers une rentrée explosive

Le front social, qui n'a pas eu à observer de répit, comme de coutume, durant la présente période estivale tirant à sa fin, avec ses émeutes de l'eau et de l'électricité, ses commodités de vie de base dont les récurrentes pénuries ont suscité bien des soulèvements tout aussi réguliers, risque tout bonnement de s'embraser davantage à la toute prochaine rentrée sociale.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et c'est tout le «tableau de bord» de cette rentrée qui clignote au rouge avec ces préavis et ces menaces de grève qui émanent de bon nombre de secteurs de l'activité nationale, et pas des moindres.

D'abord, celui de l'éducation nationale qui risque tout bonnement de connaître une reprise avortée car s'annonçant fortement mouvementée. Et pour cause, plusieurs intervenants de ce secteur névralgique annoncent d'ores et déjà la couleur en brandissant et sérieusement, la menace de débrayer.

Les corps communs et ouvriers professionnels du secteur ont tout récemment interpellé le président de la République quant à la non-prise en charge par la tutelle de leurs revendications socioprofessionnelles.

Pour le SNCCOPEN, «les laborantins, les agents de l'administration, les ouvriers professionnels et les agents de sécurité et de prévention, ont fait l'objet d'une injustice, car privés de leur intégration dans le secteur de l'Education nationale, selon le décret officiel 315/08».

Menaçant d'une grève à la toute prochaine rentrée, tout ce beau monde réclame la promulgation des lois concernant les nouveaux régimes indemnitaires, signés par le Conseil des ministres, le 7 février dernier, dans le cadre du projet de la loi de finances complémentaire. Il exprime aussi sa désapprobation à l'égard du nouveau statut parti-

culier des travailleurs de l'éducation qui marginalise les laborantins, en les excluant de l'intégration, eux qui assurent des missions purement pédagogiques au même titre que les enseignants.

Les adjoints de l'éducation, le parent pauvre du secteur, ne sont pas en reste puisqu'ils envisagent de débrayer en plus d'observer des sit-in par-devant les Directions de wilayas de l'éducation.

A l'appui de ce débrayage entériné samedi dernier, le coordinateur national du SNTE, avance la problématique de la classification de cette catégorie de fonctionnaires que le nouveau statut particulier du secteur met à l'échelon 8 au moment où les concernés revendiquent l'échelon 10.

Ceci en sus du fait, poursuit Mourad Fertaki, que l'expérience professionnelle n'est pas comptabilisée pour une éventuelle promotion, déplorant l'absence de tout stage de formation ou de perfectionnement.

Autre raison de la grogne des adjoints de l'éducation, le classement des nouveaux conseillers de l'éducation à l'échelon 10 au moment où eux, ayant, pourtant une grande expérience, n'ont eu droit à aucune promotion.

Et il n'y a pas que ces acteurs de l'éducation qui brandissent la menace de débrayer puisque les «carburants» du mécontentement ne manquent pas.

D'autres syndicats du secteur n'excluent pas le recours à la grève à l'image du Cnapest et du



Les communaux risquent de reprendre le mouvement de contestation.

SNTE dont les toutes prochaines réunions auront à examiner le degré d'engagement de la tutelle à honorer sa promesse de verser la deuxième tranche des rappels liés aux récentes augmentations concédées aux enseignants, avant le 15 du prochain mois.

Et en dehors de l'éducation, la grogne sera aussi au rendez-vous dans d'autres secteurs tout aussi névralgiques.

Comme la grève de 8 jours que les communaux comptent observer dès le 4 septembre prochain. En fait, ces travailleurs ne font que renouer avec la contestation au bout d'une courte trêve d'un mois tant ils se disent avoir été bernés.

Et dans son préavis de grève qu'elle vient de déposer auprès du ministère du Travail, de

l'Emploi et de la Sécurité sociale et celui de l'Intérieur et des Collectivités locales, la Fédération nationale du secteur des communes relevant du Snapap, remet sur la table et au goût du jour les 14 points constituant leur plate-forme de revendications dont le bafouement de la liberté syndicale avec le refus opposé aux travailleurs désireux d'adhérer à d'autres syndicats autonomes, la révision du statut particulier et du régime indemnitaire des travailleurs du secteur, le respect des libertés syndicales et le droit de grève, l'abrogation de l'article 87 bis du code du travail dont le gouvernement a promis la révision, la révision de la gestion du FNPOS et la généralisation de la médecine du travail entre autres.

Les communaux revendiquent également la réintégration de tous les syndicalistes licenciés et suspendus arbitrairement, l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs communaux et le maintien du régime de retraite sans condition d'âge, tout comme la révision du statut particulier des corps communs des ouvriers professionnels, des chauffeurs et des gardiens et l'intégration en priorité de tous les contractuels et vacataires en poste.

Il y a aussi les gardes communaux qui «risquent» de reprendre leur mouvement de contestation tant les dernières «concessions» du département d'Ould Kablia ne semblent pas les agréer.

Et le conseil national consultatif de la corporation qui se réunit demain jeudi à Blida aura à discuter de la nature de ces «acquis» et d'entériner une nouvelle feuille de route dont le recours à la rue n'est pas exclu.

Un recours auquel d'autres acteurs de la vie nationale ne manqueront pas d'«épouser», la mort dans l'âme, ce qui ne fera que pimenter davantage le front social.

Et ce n'est pas faute d'alertes de la classe politique dont plusieurs acteurs ont tiré la sonnette d'alarme quant à une rentrée sociale qui risque d'être explosive, plaidant pour des mesures sociales d'apaisement à même de conférer aux toutes prochaines élections locales la sérénité requise.

Des demandes et des interpellations qui risquent de rester lettre morte tant le pouvoir, via le gouvernement, a déjà annoncé la couleur en faisant de la politique d'austérité la base de la loi de finances 2013.

M. K.

POUR DÉSAMORCER LA CRISE QUI SECOUE L'EX-ENATB DEPUIS LE 10 JUILLET

L'UGTA décide la dissolution de la section syndicale

Paralysée par une grève depuis plusieurs semaines, l'entreprise Leader Meuble de Taboukert, l'ex-ENATB, à l'est de la ville de Tizi-Ouzou, pour un problème de représentativité syndicale, est en passe de connaître un début de règlement de conflit.

Grève, sit-in devant le siège de la wilaya et autres actions entreprises pour se faire entendre et par la première instance de l'UGTA à l'échelle de la wilaya et par le wali sont autant de manifestations qui, en fin de compte, ont commencé par porter leurs fruits hier, au grand soulagement des 400 travailleurs de cette entreprise à la réputation bien établie depuis plus de trente ans, à l'époque de la SNLB.

Ayant maille à partir aussi bien avec la section syndicale

que la direction de l'entreprise, les ouvriers exigeaient depuis le 10 juillet dernier la destitution du secrétaire général de la section syndicale, également président du comité de participation, celui-là même qui est accusé de tous les maux dont souffre l'entreprise, si l'on doit se fier à la multitude de communiqués et autres déclarations diffusés par le collectif des travailleurs pratiquement chaque semaine depuis deux mois et demi.

Toutefois, les revendications des travailleurs ne s'arrêtent

pas à l'exigence du départ de celui qu'ils chargent de tous les maux imaginables.

L'augmentation des salaires des personnels d'exécution et de maîtrise avec effet rétroactif à compter de janvier 2009 est également une doléance à laquelle tiennent les travailleurs.

En attendant la satisfaction de celle-ci, un début de solution est apparu, hier donc, avec le communiqué de l'UGTA à travers lequel elle annonce que la réunion extraordinaire du conseil de l'union locale de la zone industrielle de Oued-Aissi, tenue hier également, s'est conclue par la décision de la dissolution de la section syndicale avec effet immédiat.

M. Azedine



Les mouvements de contestation ont porté leurs fruits.

Photo : DR.